

Audience publique du 22 novembre 2007

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôt

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 19951 du rôle, déposée en date du 14 juin 2005 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., commerçant, demeurant à L-..., tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 15 mars 2005 portant rejet de sa demande en remise par voie gracieuse relativement à l'impôt sur le revenu de l'année 1999;

Vu le mémoire en réponse déposé le 14 novembre 2005 au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision directoriale critiquée;

Le juge rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en ses plaidoiries à l'audience publique du 24 octobre 2007.

Le 15 mars 2005, le directeur des Contributions prit à l'égard de Monsieur ... la décision suivante, répertoriée sous le n° X/112-2005, n° du rôle GR 17.05:

«Vu la demande présentée le 27 janvier 2005 par le sieur ..., demeurant à L-..., ayant pour objet une remise d'impôt par voie gracieuse ;

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996 ;

Considérant que la demande conteste au fond la fixation de l'impôt sur le revenu de l'année 1999 ;

Considérant que selon le paragraphe 131 AO une remise gracieuse n'est envisageable que dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;

Considérant que l'imposition en cause est coulée en force de chose jugée ;

Considérant que force est de constater que les moyens invoqués dans la demande s'analysent en une contestation de la légalité de l'impôt, étrangère en tant que telle à la matière gracieuse (cf. T.A. N°1196 du 27.10.99 et confirmé par C.A. N°11703 C du 30.03.2000) ;

Considérant qu'une remise pour rigueur subjective n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive de moyens de subsistances indispensables ;

Considérant qu'une telle rigueur excessive au sens prévisé, incompatible avec le principe de l'équité au sens du paragraphe 131 AO, n'est pas à admettre au vu de la situation de revenu et de la fortune du requérant ;

Considérant que partant les conditions pouvant légalement justifier une remise gracieuse ne sont pas remplies ;

Par ces motifs,

Décide :

La demande en remise gracieuse est rejetée».

Par requête déposée le 14 juin 2005, Monsieur ... a introduit un recours en réformation contre la décision du directeur du 15 mars 2005.

Il fait exposer que l'exécution et la perception de l'impôt litigieux, en l'occurrence l'impôt sur le revenu de l'année 1999, entraînerait pour lui une extrême rigueur incompatible avec l'équité. Il estime que vouloir exécuter contre lui et essayer de percevoir l'impôt dont la remise avait été sollicitée compromettrait son existence économique ainsi que celle de sa famille, les priverait de leurs moyens de subsistance nécessaires, d'un point de vue économique, à leur survie. Une telle rigueur excessive, contraire au principe d'équité, ne se justifierait pas, de sorte que la décision de rejet de sa demande de remise gracieuse de l'impôt serait à réformer et la remise serait à accorder par le tribunal, sinon, la décision litigieuse serait à annuler et le dossier à renvoyer devant le directeur des Contributions.

Le délégué du gouvernement estime que le recours de Monsieur ... tend à critiquer les constatations du bureau d'imposition relatives aux bases d'imposition de l'impôt sur le

revenu 1999 et aurait pu servir de base à une réclamation que l'intéressé aurait pu introduire en temps utile, ce qu'il aurait cependant omis de faire.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée «*Abgabenordnung*», en abrégé «*AO*», et de l'article 8 (3) de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur ayant tranché les mérites d'une demande en matière de remise gracieuse. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation introduit par le demandeur.

Le recours en réformation est pour le surplus recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi. L'existence d'un recours en réformation en la matière rend par ailleurs irrecevable le recours en annulation introduit en ordre subsidiaire.

Une remise d'impôt – communément appelée « *remise gracieuse* » – sur base du paragraphe 131 AO, se conçoit dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière soit subjectivement dans la personne du contribuable. Une demande de remise d'impôt s'analyse dès lors exclusivement en une pétition du contribuable d'être libéré, sur base de considérations tirées de l'équité, de l'obligation de régler une certaine dette fiscale et ne comporte par nature aucune contestation de la légalité de la fixation de cette même dette (trib. adm., 17 octobre 2001, n° 13099, Pas. adm. 2006, V° Impôts, n° 283).

Afin de pouvoir bénéficier d'une remise d'impôt, il faut de prime abord que la légalité de l'imposition ne soit pas contestée, étant donné que la voie de la remise est exclusive de celle contentieuse de la fixation de l'impôt.

En l'espèce, il est vrai que dans le cadre de son recours introduit le 27 janvier 2005 devant le directeur des Contributions, Monsieur ... a remis en cause la légalité de l'imposition, en reprochant au bureau d'imposition de ne pas avoir pris en compte, pour calculer l'impôt sur le revenu de l'année 1999, les frais de transformation d'un immeuble qu'il avait dans la suite vendu et sur le bénéfice duquel il avait été imposé. Dans le recours en réformation en revanche, il ne fait état que de sa situation personnelle et de la situation économique difficile dans laquelle il se retrouverait si l'administration des Contributions procédait à l'exécution forcée de sa créance à son égard.

Dans ce sens, c'est à tort que le délégué du gouvernement prétend que Monsieur ... essaierait de remettre en cause, dans la présente instance, le bien-fondé de l'imposition dont il fait l'objet pour l'année 1999.

Concernant cependant les éléments produits par Monsieur ... pour pouvoir profiter d'une remise gracieuse de sa dette fiscale, celui-ci ne fait valoir aucun élément concret permettant de conclure à une rigueur objective ou subjective qui pourraient justifier une telle mesure. Il se borne à affirmer, de manière vague, sans fournir d'autres explications,

pièces ou exemples chiffrés, que sa situation économique ne tolérerait pas le paiement de l'impôt réduit.

Face à de telles allégations vagues non étayées par de quelconques éléments d'explication concrets, la demande ne saurait emporter la conviction du tribunal.

Il s'ensuit que le recours est à rejeter pour être non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant contradictoirement,
reçoit le recours principal en réformation en la forme,
au fond, le déclare non justifié et en déboute,
déclare le recours subsidiaire en annulation irrecevable,
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 22 novembre 2007 par :

M. Ravarani, président,
M. Spielmann, premier juge,
Mme Gillardin, juge,

en présence de M. Legille, greffier.

s. Legille

s. Ravarani